

## Actualité Locales

Lundi 9 juin 2008

No - 16546

### POST-BUDGET

## Les menaces inflationnistes persistent

L'importance de la masse monétaire bientôt injectée dans le circuit éveille des inquiétudes quant au niveau de l'inflation. D'autant que cette injection n'a aucune contrepartie productive.

Le budget 2008-2009, présenté par le ministre des Finances, Rama Sithanen, laisse la porte ouverte aux supputations. De telles mesures sur l'économie, particulièrement sur le niveau d'inflation, font l'objet de débats dans certains milieux d'économistes. Bien que la plupart des Mauriciens reconnaissent et approuvent les actions du gouvernement visant à éradiquer la pauvreté et à encourager l'entrepreneuriat, la «générosité» de certaines mesures suscite, cependant, de vives inquiétudes.

En effet, à travers le discours du budget, Rama Sithanen a voulu faire comprendre aux Mauriciens que leurs efforts et les souffrances qu'ils ont endurées ces deux dernières années ont finalement porté leurs fruits. «Il ne peut y avoir de doutes que notre économie a renoué avec de fortes dynamiques, portant la promesse de plus de résilience, une plus forte croissance, une augmentation plus rapide du niveau de vie et plus de solidarité», a déclaré le grand argentier vendredi. Dès lors, certains observateurs estiment qu'au vu de l'étendue des largesses accordées par le gouvernement, la lutte contre l'inflation n'est pas gagnée. Selon eux, les prix, à supposer qu'ils adoptent une tendance baissière les tout premiers jours, remonteraient très vite la pente, relancés par un fort engouement à la consommation. Toujours selon ces observateurs, la chaîne de distribution est influencée par une certaine cartellisation et les règles de jeu d'un système de libre concurrence sont très peu respectées.

#### Eduquer à épargner

Selon l'économiste Kee Chong Li Kwong Wing, à moins que les cartels prévalant dans la chaîne de distribution soient démantelés et que le Competition Bill entre effectivement en vigueur, la lutte contre l'inflation demeurera encore longtemps un vœu pieux. «Le ministre des Finances est allé un peu trop au-delà des attentes des Mauriciens. Pour ces derniers, tout porte à croire que l'heure est maintenant à la récolte et à la redistribution de l'"abondante" richesse nationale. Je crains que les grands commerces ne baissent pas leurs prix pour longtemps, étant toujours sous l'influence de cartels. L'accroissement de la demande que provoquera l'augmentation des revenus pourrait aggraver la tendance inflationniste et un plus grand déséquilibre de la balance commerciale.»

L'économiste Philippe Lam abonde dans le même sens. Il estime qu'après tant d'injection de monnaie dans le circuit monétaire, «une situation inflationniste est forcément à craindre. Maintenant, et le secteur privé et l'Etat devraient commencer à éduquer les consommateurs à épargner une partie de leur revenu pour ne pas exercer une trop forte pression sur les prix. Le volume des importations du pays ne doit pas augmenter outre mesure, de peur de créer un déficit de la balance des paiements».

Selon l'économiste Eric Ng Ping Cheun, cette masse monétaire qui sera injectée n'est pas contrebalancée par un apport productif, d'où le risque d'une flambée des prix en vue. Mais le fait que l'Etat ait décidé d'émettre des obligations publiques de deux, trois ou quatre ans permettrait de limiter les effets adverses de cette inflation. «De toute façon, ceux qui vont acheter ces obligations ne seront pas perdants. On pourra avoir une idée des anticipations inflationnistes des opérateurs du marché. Si, par exemple, le taux de rendement des obligations augmente, cela voudra dire que les opérateurs du marché anticipent une hausse de l'inflation dans le futur.» Eric Ng Ping Cheun ajoute qu'à défaut d'augmenter son taux d'intérêt, la Banque de Maurice devra relever son cash ratio de 4 % à 6 %, toujours pour limiter la hausse des prix. «Le Monetary Policy Committee doit décider non seulement du taux d'intérêt, mais devra également utiliser les autres instruments à sa disposition.»

En outre, l'économiste Kee Chong Li Kwong Wing ajoute «en rayant les dettes vis-à-vis de la Development Bank of Mauritius (DBM), le ministre des Finances devrait procéder au cas par cas. En procédant de la façon dont cela a été fait, il ne rend pas forcément service à l'entrepreneuriat. Il faudrait chercher à savoir si ce sont des petits entrepreneurs qui doivent à la DBM ou si des gros bonnets qui, utilisant leurs relations, ont emprunté de l'argent auprès de la DBM et bénéficient aujourd'hui de façon injuste de cette grâce».

Par Nico PANOU

© Copyright La Sentinelle